

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2020/201174]

20 FEVRIER 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, les articles 5 et 18, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 3, § 9, 5 et 23, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 11 mars 2004, relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, les articles 1^{er}, § 3, 6, alinéa 1^{er}, et 17;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement;

Vu le rapport du 27 novembre 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2019;

Vu l'avis n° 66.861/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que ces modifications sont fondamentales pour assurer le bon fonctionnement et la continuité du service public ainsi que l'octroi des incitants régionaux;

Considérant qu'en cas d'entrée en vigueur tardive, l'allocation des ressources publiques ne sera pas optimale;

Considérant que ces incitants régionaux sont octroyés en application d'un plan pluriannuel courant jusqu'au 31 décembre 2020;

Considérant que, au vu de ce qui précède, il importe que la réglementation wallonne rétroagisse au 1^{er} janvier 2020;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et en faveur des petites ou moyennes entreprises qui réalisent des investissements favorisant des modes de transport alternatifs à la route et qui poursuivent des objectifs de protection de l'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 7^o, les mots « l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du Traité (Règlement général d'exemption par catégorie) » sont remplacés par les mots « l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, ci-après dénommée l'annexe I du règlement (UE) du 17 juin 2014 n° 651/2014 »;

b) au 8^o, les mots « l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité dont fait partie la très petite entreprise » sont remplacés par les mots : « l'annexe I du règlement (UE) du 17 juin 2014 n° 651/2014 dont fait partie la microentreprise ».

Art. 2. Dans l'article 2, § 2, du même arrêté, le 4^o est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 5^o, les mots « telle que définie à l'article 10, § 3, de l'arrêté du 6 mai 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises » sont abrogés;

b) dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« La première installation, visée à l'alinéa 2, 5^o, s'entend comme la situation d'une personne physique dont la première inscription, à titre principal, auprès de la Banque Carrefour des Entreprises ne remonte pas à plus de vingt-quatre mois à la date de l'introduction du dossier, et ce en tant que personne physique exerçant une profession indépendante dont l'activité principale est le transport fluvial de fret. »;

c) le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les investissements visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4^o à 6^o, s'élèvent au minimum à 25.000 euros. »;

d) le paragraphe 2, alinéa 3, est complété par les 7^o et 8^o rédigés comme suit :

« 7^o les investissements liés aux parties habitables du bateau, en ce compris les logements, pour les investissements visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4^o à 6^o;

8^o les investissements liés à la construction de bateaux neufs et à leurs équipements, durant les cinq premières années de la mise en service d'une nouvelle unité, à l'exception des investissements spécifiques tels que définis à l'article 6, alinéa 2, 1^o et 2^o. ».

Art. 4. Dans l'article 4 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o ne pas être une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité; »;

b) l'alinéa 1^{er} est complété par un 3^o et un 4^o rédigés comme suit :

« 3^o respecter les conditions prévues à l'article 4 du décret;

4^o ne pas avoir fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché intérieur. »;

c) dans l'alinéa 2, les mots « visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o » sont remplacés par les mots « visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o »;

d) l'article est complété par ce qui suit :

« L'entreprise qui sollicite le bénéfice de la prime à l'adaptation technique dispose d'un siège d'exploitation en Région wallonne depuis au moins trois ans avant la date d'introduction de la demande de prime à l'adaptation technique et doit le conserver au minimum cinq ans après la date de fin de réalisation de l'investissement. ».

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. L'article 15 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de non-respect de l'obligation visée à l'article 4, alinéa 5, l'administration récupère l'intégralité de la prime à l'adaptation technique conformément à l'article 18. ».

Art. 7. Dans le chapitre 3 du même arrêté, la section 3, contenant les articles 21 et 22, est abrogée.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 9. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 février 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/201174]

20. FEBRUAR 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, der Artikel 5 und 18 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, der Artikel 3 § 9, 5 und 23 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, der Artikel 1 § 3, 6 Absatz 1 und 17;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßentransport darstellen, und die Umweltziele verfolgen;

Aufgrund des Berichts vom 27. November 2019, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 5. Dezember 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Dezember 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Januar 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 66.861/2 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die vorliegenden Änderungen grundlegend sind, um die reibungslose Arbeit und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes sowie die Gewährung von regionalen Anreizen zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass bei spätem Inkrafttreten die Bereitstellung von öffentlichen Mitteln nicht optimal sein wird;

In der Erwägung, dass diese regionalen Anreize in Anwendung eines Mehrjahresplans gewährt werden, der bis 31. Dezember 2020 läuft;

In der Erwägung, dass es auf der Grundlage der vorstehenden Gründe wichtig ist, dass die wallonische Regelung rückwirkend zum 1. Januar 2020 gilt;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und für Klein- oder Mittelbetriebe, die Investitionen tätigen, die Transportarten begünstigen, die Alternativen zum Straßenverkehr darstellen, und die Umweltziele verfolgen, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 7 werden die Wörter "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88-EG Vertrag (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung)" durch folgende Wörter ersetzt: "des Anhangs 1 zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend "Anhang 1 zur Verordnung (EU) vom 17. Juni 2014 Nr. 651/2014" genannt" ersetzt;

b) unter Ziffer werden 8 die Wörter "des Anhangs I zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008" durch die Wörter "des Anhangs I zur vorerwähnten Verordnung (EU) Nr. 651/2014 vom 17. Juni 2014" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 § 2 desselben Erlasses wird die Ziffer 4 aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffer 5 werden die Wörter "nach Artikel 10 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe" gestrichen;

b) in Paragraf 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Als erste Niederlassung nach Absatz 2 Ziffer 5 gilt die Situation einer natürlichen Person, deren erste Eintragung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen für eine hauptberufliche Tätigkeit am Datum der Einreichung der Akte vor nicht mehr als vierundzwanzig Monaten vorgenommen wurde, und dies in der Eigenschaft als natürliche Person, die einen selbstständigen Beruf ausübt, deren Haupttätigkeit die Frachtbinnenschifffahrt ist.";

c) Paragraf 2 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Betrag der Investitionen nach Paragraf 1 Absatz 2 Ziffern 4 bis 6 muss sich auf mindestens 25.000 Euro belaufen.";

d) Paragraf 2 Absatz 3 wird um die Ziffern 7 und 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"^{7°} Investitionen in Bezug auf die bewohnbaren Teile des Schiffes einschließlich der Wohnbereiche, für die in Paragraf 1 Absatz 2 Ziffern 4 bis 6 genannten Investitionen;

^{8°} Investitionen, die mit dem Bau neuer Schiffe und mit ihren Ausstattungen verbunden sind, während der ersten fünf Jahre nach der Inbetriebnahme einer neuen Einheit, außer den spezifischen Investitionen nach Artikel 6 Absatz 2 Ziffern 1 und 2.".

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"^{2°} kein Unternehmen in Schwierigkeiten sein im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union";.

b) Absatz 1 wird um eine Ziffer 3 und eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"^{3°} den in Artikel 4 des Dekrets erwähnten Bedingungen genügen;

^{4°} nicht Gegenstand einer Rückforderungsentscheidung im Anschluss an eine Entscheidung der Europäischen Kommission gewesen sein, die erhaltene Beihilfen als rechtswidrig und mit dem Binnenmarkt unvereinbar erklärt.";

c) in Absatz 2 werden die Wörter "in Absatz 1, ^{1°} und ^{2°} erwähnten Bedingungen" durch die Wörter "in Absatz 1 Ziffern 1 bis 4 erwähnten Bedingungen" ersetzt;

d) der Artikel wird um folgenden Wortlaut ergänzt:

"Der Betrieb, der eine Prämie für die technische Anpassung beantragt, verfügt seit mindestens drei Jahren vor dem Datum der Einreichung des Antrags auf eine Prämie für die technische Anpassung über einen Betriebssitz in der wallonischen Region, und muss ihn während mindestens fünf Jahren nach dem Ende der Tätigung der Investition behalten.".

Art. 5 - Artikel 8 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 6 - Artikel 15 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Bei Nichtbeachtung der Verpflichtung nach Artikel 4 Absatz 5 fordert die Verwaltung den Gesamtbetrag der Prämie für die technische Anpassung gemäß Artikel 18 zurück.".

Art. 7 - In Kapitel 3 desselben Erlasses wird der Abschnitt 3, der die Artikel 21 und 22 umfasst, aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2020 wirksam.

Art. 9 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Februar 2020

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSSTEN

[2020/201174]

20 FEBRUARI 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, artikelen 5 en 18, eerste lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 3, § 9, 5 en 23, eerste lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikelen 1, § 3, 6, eerste lid, en 17;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven;

Gelet op het verslag van 27 november 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2019;

Gelet op het advies nr. 66.861/2 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat deze wijzigingen van fundamenteel belang zijn om de goede werking en de continuïteit van de openbare dienst alsook de toekenning van gewestelijke incentives te waarborgen;

Overwegende dat de toekenning van overheidsmiddelen in geval van een late inwerkingtreding niet optimaal zal zijn;

Overwegende dat deze gewestelijke incentives overeenkomstig een meerjarenplan dat tot 31 december 2020 loopt, worden toegekend;

Dat, rekening houdende met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse regelgeving terugwerkende kracht heeft op 1 januari 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen die investeren met het oog op de bevordering van andere vervoerswijzen dan het wegvervoer en die doelstellingen inzake de milieubescherming nastreven, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 7° worden de woorden "bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingenverordening)", vervangen door de woorden "bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna bijlage I bij Verordening (EU) van 17 juni 2014 nr. 651/2014 genoemd";

b) in punt 8° worden de woorden "bijlage I bij genoemde Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008, waarvan de zeer kleine onderneming, die nader omschreven is in artikel 2.3 van dezelfde bijlage, deel uitmaakt" vervangen door de woorden "bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van 17 juni 2014 waarvan de micro-onderneming, die nader omschreven is in artikel 2.3 van dezelfde bijlage, deel uitmaakt".

Art. 2. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt punt 4° opgeheven.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, tweede lid, 5°, worden de woorden "zoals omschreven in artikel 10, § 3, van het besluit van 6 mei 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen" opgeheven;

b) in paragraaf 1 wordt, tussen lid 2 en lid 3, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Onder de eerste installatie, bedoeld in het tweede lid, 5°, wordt verstaan de situatie van een natuurlijke persoon wiens eerste inschrijving als hoofdberoep bij de Kruispuntbank van Ondernemingen tot niet verder teruggaat dan vierentwintig maanden ten opzichte van de indiening van het dossier, en dit als natuurlijke persoon die een zelfstandig beroep uitoefent waarvan de hoofdactiviteit uit het goederenvervoer via waterwegen bestaat.";

c) paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De investeringen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 4° tot 6°, bedragen minimum 25.000 euro.";

d) paragraaf 2, derde lid, wordt aangevuld met punten 7° en 8°, luidend als volgt :

"7° de investeringen in verband met de bewoonbare delen van het schip, met inbegrip van de woningen, voor de investeringen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 4° tot 6°;

8° de investeringen in verband met de bouw van nieuwe schepen en de uitrusting ervan, gedurende de eerste vijf jaar van de inbedrijfstelling van een nieuwe eenheid, met uitzondering van de specifieke investeringen als bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1° en 2°.".

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard";

b) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 3° en een punt 4°, luidend als volgt :

"3° voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4 van het decreet;

4° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een bevel tot invordering krachtens een besluit van de Europese Commissie waarbij de ontvangen steun onwettig en onverenigbaar met de interne markt verklaard wordt.";

c) in het tweede lid worden de woorden "bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°" vervangen door de woorden "bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4°";

d) het artikel wordt aangevuld als volgt :

"De onderneming die de premie voor de technische aanpassing aanvraagt, beschikt sinds ten minste drie jaar vóór de datum van indiening van de aanvraag voor de premie voor de technische aanpassing over een bedrijfszetel in het Waalse Gewest en moet bedoelde bedrijfszetel gedurende ten minste vijf jaar na de datum van het einde van verrichting van de investering bewaren.".

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Bij niet-naleving van de in artikel 4, vijfde lid, bedoelde verplichting vordert de administratie de volledige premie voor de technische aanpassing overeenkomstig artikel 18 terug".

Art. 7. In hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit wordt afdeling 3, die artikelen 21 en 22 bevat, opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2020.

Art. 9. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS